



Perspectives chinoises

2010/4 | 2010
Les migrants ruraux

La situation économique des travailleurs migrants d'origine rurale en Chine

Shi Li



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5687>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Shi Li, « La situation économique des travailleurs migrants d'origine rurale en Chine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/4 | 2010, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5687>

La situation économique des travailleurs migrants d'origine rurale en Chine

SHI LI

RÉSUMÉ : Cet article s'intéresse à la situation économique actuelle des travailleurs migrants d'origine rurale en Chine. Il présente des statistiques sur leur région de départ, leur destination et les secteurs dans lesquels ils sont employés, sur leur âge, leur sexe et leur niveau d'éducation. Il analyse également les conditions de travail de nombreux migrants, notamment la faiblesse de leurs revenus, le problème des arriérés de salaires, l'absence de contrats de travail écrits, le temps de travail, les failles de la couverture sociale, et les difficultés d'accès aux services publics.

Introduction

Dans les années 1970, la Chine était une économie essentiellement agricole, la majorité de sa population résidant en zone rurale⁽¹⁾. En 1978, au moment où le pays a lancé ses réformes économiques, la population rurale représentait 82 % de la population totale. Les réformes rurales de la fin des années 1970 et du début des années 1980 ont entraîné la dé-collectivisation des terres, ce qui a incité les familles rurales à augmenter leur productivité agricole. Mais des surplus de main-d'œuvre dans l'agriculture sont progressivement apparus et sont devenus de plus en plus gênants. Selon certaines estimations, on comptait environ 240 millions de travailleurs excédentaires dans la Chine rurale des années 1980⁽²⁾. Pour résoudre ce problème et absorber le surplus de main-d'œuvre, le gouvernement chinois a choisi d'encourager le développement des entreprises rurales, qui ont recruté de nombreux travailleurs ruraux. Mais les réformes urbaines, et notamment la restructuration des entreprises d'État, ont augmenté la compétitivité de l'industrie urbaine. Les entreprises rurales, moins concurrentielles sur le marché, ont vu leur croissance ralentir dans les années 1990. L'embauche diminuant dans les entreprises rurales, les travailleurs ruraux ont choisi de migrer vers les villes pour trouver un emploi. Le nombre de travailleurs migrants a fortement augmenté au début des années 1990, passant d'environ 30 millions en 1989 à 62 millions en 1993. Mais ce processus ne s'est pas fait sans heurts. À partir du milieu des années 1990, la réforme des entreprises d'État a

entraîné le licenciement et le chômage de millions de travailleurs urbains. Le taux de chômage a dépassé les 10 % en Chine urbaine, compromettant les politiques de stabilité sociale du gouvernement. Pour lutter contre le chômage, les gouvernements municipaux ont mis en place une série de réglementations limitant l'emploi des migrants ruraux dans les entreprises urbaines. Le nombre de travailleurs migrants vers les villes a donc augmenté moins vite à la fin des années 1990 qu'au début de la décennie.

À la fin du XX^e siècle, le gouvernement chinois a constaté que les mesures restreignant les migrations des campagnes vers les zones urbaines avaient eu de nombreuses conséquences négatives sur le développement de l'économie rurale et sur la croissance économique en général. Plus récemment, le gouvernement central a promulgué plusieurs documents demandant aux gouvernements locaux d'améliorer les services destinés aux travailleurs migrants⁽³⁾. L'adoption de politiques favorisant la mobilité des travailleurs ruraux et l'accès aux services des migrants d'origine rurale a entraîné une augmentation sans précédent de leur nombre dans les zones urbaines. Cette tendance a été temporairement interrompue par la crise financière de la fin de l'année 2008 : début 2009, plus de dix millions de travailleurs migrants d'origine rurale ont perdu leur emploi

1. L'auteur remercie Sylvie Démurger pour ses commentaires.
2. Cheng Wang, « Employment transition in China: From hidden unemployment and underemployment to efficiency-oriented employment », *Economic Research* (en chinois), n° 5, 1996.
3. Par exemple le document n° 5 du Conseil d'État en 2006 demandait explicitement aux gouvernements locaux d'appliquer les directives sur l'égalité des chances dans l'emploi et la protection des droits pour les travailleurs migrants.

Tableau 1. Répartition par ville des travailleurs migrants d'origine rurale dans l'enquête 2007

Ville	Nombre de migrants d'origine rurale	En pourcentage de l'échantillon total
Shanghai	677	10,33
Nanjing	522	7,96
Wuxi	282	4,3
Hangzhou	550	8,39
Ningbo	283	4,32
Hefei	426	6,5
Bengbu	239	3,65
Zhengzhou	476	7,26
Luoyang	256	3,91
Wuhan	495	7,55
Canton	522	7,96
Shenzhen	342	5,22
Dongguan	403	6,15
Chongqing	565	8,62
Chengdu	516	7,87
Total	6 553	100

Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

dans les villes ⁽⁴⁾. Heureusement, les politiques macroéconomiques du gouvernement chinois en réponse à cette crise financière ont permis au nombre de travailleurs migrants de retrouver son niveau d'avant-crise dès la fin de l'année 2009 ⁽⁵⁾.

De nombreuses études se sont intéressées à la question des migrations rurales en Chine au cours des deux dernières décennies. Cet article ne cherche pas à proposer une revue de la littérature sur ce sujet, cet exercice a déjà été réalisé par Z. Zhao ⁽⁶⁾. En revanche, peu d'études dressent un panorama complet de l'évolution des migrations rurales, en termes de taille, répartition, niveau de salaires, couverture sociale, conditions de travail, et politiques afférentes depuis le milieu des années 1980. Cet article présente donc les dernières informations et statistiques disponibles.

Les statistiques utilisées proviennent de deux sources : l'enquête du projet sur le revenu des ménages en Chine (CHIPS pour *China Household Income Project Survey*) de 2002 et l'enquête sur les migrations rurales-urbaines (RUMS pour *Rural-Urban Migrant Survey*), menée en 2007 par le Projet sur les migrations rurales en Chine. La première enquête a été conçue pour étudier le revenu des ménages et les inégalités de revenus dans toute la Chine : elle concerne 2 000 foyers de migrants d'origine rurale, dans 12 provinces. L'échantillon de l'Enquête sur les migrations rurales-urbaines de 2007 est de 5 000 foyers migrants dans

16 villes de neuf provinces. Comme les migrants d'origine rurale sont concentrés dans les grandes villes, les enquêtes ont ciblé toutes les capitales provinciales, ainsi qu'une ou deux villes de taille moyenne dans chacune des provinces ⁽⁷⁾. La répartition des migrants dans les différentes villes est présentée dans le tableau 1. Cet article ne s'intéresse qu'aux migrants âgés de 16 à 60 ans, employés et ayant un revenu positif.

Cet article présente également une partie des résultats de l'enquête sur les migrations rurales (RMS pour *Rural Migrant Survey*), conduite par le Bureau national des statistiques (NBS pour *National Bureau of Statistics*). Celle-ci est menée depuis 2003 en complément de l'enquête régu-

- Il existe plusieurs estimations du nombre de travailleurs migrants ayant perdu leur emploi au début de l'année 2009, mais selon l'enquête sur la migration rurale menée par le Bureau national des statistiques, ils seraient environ 12 millions. Laiyun Sheng, Ran Wang, et Fang Yan, « Impact of the global financial crisis on employment of rural migrant workers », 2009, http://www.hadc.gov.cn/info/cms/template_InfoShow/hndczd/info-show.jsp?columnId=170&infoId=3545.
- Bureau national des statistiques, *Report on the rural migrant workers monitoring survey*, Rural Department of NBS, 2010, http://www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20100319_402628281.htm.
- Zhong Zhao, « Migration, Labor Market Flexibility, and Wage Determination in China: A Review », *The Developing Economies*, vol. 43, n° 2, 2005, p. 285-312.
- La description détaillée des enquêtes peut être consultée dans Shi Li *et al.*, « The 1995 and 2002 Household Surveys: Sampling Methods and Data Description 2008 », in Bjorn Gustafsson *et al.*, *Inequality and Public Policy in China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 337-353, et pour l'année 2007, sur le site internet suivant : http://rumici.anu.edu.au/joomla/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=52.

lière du NBS sur les ménages. La RMS-NBS étudie les mêmes foyers que l'enquête régulière, mais avec un ensemble de questions différentes portant sur la migration des membres de la famille, ainsi qu'un questionnaire spécialement conçu pour les chefs de village. La RMS-NBS concerne environ 68 000 ménages et 7 100 villages dans 31 provinces et grandes villes de niveau provincial.

La suite de cet article est structurée de la façon suivante : la deuxième partie étudie les changements des politiques concernant les migrations rurales et les travailleurs migrants dans les zones urbaines. La troisième partie présente les principales caractéristiques de la migration rurale en termes de taille, de démographie, et de répartition régionale et industrielle. Les problèmes et discriminations rencontrés par les travailleurs migrants sont étudiés dans la quatrième partie, avant un paragraphe conclusif.

L'évolution des politiques sur les migrations rurales et les travailleurs migrants

Les politiques officielles concernant les migrations rurales ont progressivement évolué au cours des trois dernières décennies. Avant la réforme, de fortes restrictions étaient imposées aux migrations rurales et à la mobilité du travail. Les personnes migrant des campagnes vers les villes étaient appelées « population flottante aveugle » : leur mobilité n'était pas reconnue légalement, socialement ni administrativement. Le gouvernement avait adopté de nombreuses mesures pour limiter les migrations rurales. L'instauration d'un système de rationnement de la nourriture, fonctionnant avec des coupons alimentaires destinés aux résidents urbains plutôt qu'aux populations rurales, rendait impossible la survie des migrants dans les villes. Les vagabonds venus des campagnes et les chercheurs d'emploi qui se faisaient arrêter par la police étaient contraints de retourner vers leur village d'origine. De plus, le système d'enregistrement des ménages (*hukou*), instauré à la fin des années 1950, distinguait les résidents ruraux des habitants des villes, et permettait d'identifier les personnes issues des zones rurales. Il était extrêmement difficile de transformer un *hukou* rural en *hukou* urbain.

Les réformes agricoles ont permis une augmentation de la productivité du travail, et dans les années 1980, le *baby boom* des années 1950 et 1960 a entraîné une hausse du surplus de main-d'œuvre dans les zones rurales⁽⁸⁾. Le gouvernement chinois a pris conscience de ce problème et a encouragé la formation d'une industrie rurale pour absorber cet excédent. Les entreprises rurales se sont donc dé-

veloppées rapidement en termes de production et d'emploi : à la fin des années 1980, elles employaient près de 95 millions de personnes⁽⁹⁾. Au même moment, les populations rurales étaient encouragées à se déplacer vers les petites bourgades plutôt que vers les villes. La stratégie de cette époque, parfaitement résumée par le slogan « *li tu bu li xiang* » (quitter la terre mais pas le village), était de favoriser le « développement des petites villes ». Le gouvernement a adopté cette politique pour éviter qu'un afflux massif de migrants n'entraîne l'apparition de problèmes dans les principales zones urbaines, comme cela avait été le cas dans la plupart des pays en développement : embouteillages, augmentation de la criminalité, problèmes de logement, et conflits sociaux.

Au début des années 1990, la forte concurrence des entreprises à capitaux étrangers et des entreprises d'État réformées a entraîné un ralentissement de l'offre d'emplois dans les entreprises rurales. Mais le surplus de main-d'œuvre rurale a continué à augmenter, incitant encore plus les habitants des campagnes à se déplacer vers les villes pour trouver un emploi. En même temps, l'attitude du gouvernement central envers la migration rurale s'est modifiée, devenant moins négative et plus ambivalente. Les gouvernements municipaux ont été autorisés à développer leurs propres politiques de migration, qui sont devenues très différentes d'une ville à l'autre. Si une ville souffrait d'un manque de main-d'œuvre, ses politiques favorisaient l'emploi de migrants ruraux : c'était notamment le cas de Shenzhen, une zone économique spéciale du Guangdong. Même au milieu des années 1990, les résidents dotés d'un *hukou* urbain local représentaient moins d'un quart de l'ensemble des résidents de Shenzhen, les trois autres quarts venant de l'extérieur⁽¹⁰⁾. Mais à cause de la restructuration économique du milieu des années 1990, de nombreux ouvriers ont été licenciés, et la plupart des grandes villes ont commencé à être confrontées à de sérieux problèmes de chômage. Dans ces villes, les politiques concernant l'emploi des migrants ruraux sont alors devenues plus négatives et restrictives. En 1998, le gouvernement municipal de Pékin a par exemple émis des directives listant les emplois interdits aux migrants ruraux, et a pris des mesures pour punir les entreprises qui les enfrein-

8. Shenghe Liu *et al* « Scenario Analysis on Urbanization and Rural-Urban Migration in China », *Interim Report IR-03-036*, International Institute for Applied Systems Analysis, Autriche, 2003.

9. Bureau national des statistiques, *China Statistical Yearbook 1992*, Pékin, China Statistical Press, 1992.

10. Le nombre de résidents sans *hukou* urbain local atteignait par exemple 3,5 millions à Shenzhen en 1995, soit 78 % de la population totale de la ville (<http://www.szjtj.com/main/xxgk/tjsj/tjnj/200911202496.shtml>).

draient ⁽¹¹⁾. À la fin des années 1990, plusieurs autres grandes villes avaient adopté des politiques similaires. De ce fait, le travail des migrants d'origine rurale était de plus en plus concentré dans les industries et entreprises qui n'intéressaient pas la population urbaine locale, ou dans des emplois dédaignés par les résidents urbains.

Au début du XXI^e siècle, avec la croissance économique rapide et la réduction du chômage dans les zones urbaines, les gouvernements des villes ont progressivement relâché leurs restrictions sur les migrations rurales. Aucun chiffre précis n'est disponible, mais il semble que le nombre de travailleurs migrants dans les zones urbaines ait récemment atteint des records historiques. Le nouveau gouvernement, formé en 2003, a mis l'accent sur le développement rural et la création d'une société harmonieuse. Il considère les migrations rurales et l'urbanisation comme la solution la plus réaliste pour lutter contre le sous-développement des zones rurales et atténuer les disparités entre zones urbaines et rurales. Ce changement de mentalité des autorités a entraîné ces dernières années l'émergence de nouvelles politiques de migrations rurales, résumées ci-dessous.

Réforme expérimentale du système du hukou dans certaines villes

Le principe de cette réforme est de réunir les *hukou* urbains et ruraux en un seul type de *hukou*, empêchant ainsi les bureaux administratifs des villes d'utiliser ce document pour discriminer la population rurale. Au début du XXI^e siècle, les provinces du Fujian, du Liaoning et du Shandong ont supprimé le système du *hukou* urbain et rural et ont émis un *hukou* identique pour tous les résidents de leur province. Depuis, de nombreuses provinces ont suivi cet exemple. Mais la réforme du *hukou* a accéléré le processus de migration rurale et d'urbanisation, sans améliorer de façon probante le bien-être des travailleurs migrants d'origine rurale. Leur accès aux programmes de sécurité sociale des entreprises urbaines reste difficile.

Abolition des différentes taxes imposées aux migrants d'origine rurale

Pour dissuader les migrants ruraux de se déplacer vers les villes, les gouvernements municipaux leur ont imposé, dans les années 1990, de détenir une série de documents pour lesquels ils devaient payer des taxes spécifiques. Il s'agissait par exemple de cartes de résidence temporaire (*zan zhu zheng*), de cartes autorisant à trouver un emploi, etc. Les entreprises employant des travailleurs migrants devaient égale-

ment payer des taxes supplémentaires ⁽¹²⁾, comme la taxe d'entrée en ville. À partir de 2004, le Conseil d'État a demandé aux gouvernements municipaux de supprimer la plupart des cartes destinées aux migrants, et d'abolir toutes les taxes liées à la migration rurale ⁽¹³⁾.

Instauration d'une couverture sociale partielle pour les travailleurs migrants d'origine rurale

Peu de travailleurs migrants d'origine rurale étant couverts par la sécurité sociale, le gouvernement a tenté d'instaurer des programmes à leur intention. Ces deux dernières années, une assurance contre les accidents du travail a été créée pour les travailleurs migrants dans les entreprises publiques et privées. Un système de fonds de retraite pour les migrants a été mis en place dans certaines villes, mais la couverture reste limitée car il est impossible de transférer ces fonds d'un endroit à un autre. Il existe également des projets de création d'une assurance médicale pour les travailleurs migrants. Mais les autorités reconnaissent officiellement que, compte tenu des spécificités de la Chine, l'égalité entre migrants et travailleurs urbains locaux dans l'accès à la sécurité sociale reste un horizon lointain.

Programmes de formation pour les travailleurs migrants d'origine rurale

En 2004, le gouvernement chinois a lancé des programmes de formation pour les travailleurs migrants d'origine rurale. Ces programmes sont mis en œuvre par les ministères, et leurs coûts sont partagés entre le gouvernement central et ceux des provinces. Le « Projet rayon de soleil » a par exemple débuté en 2004, avec la formation de 2,5 millions de travailleurs migrants d'origine rurale. Son objectif était de former 8 millions de migrants chaque année entre 2005 et 2008. Le montant des aides par personne a régulièrement augmenté : ainsi au Sichuan, le gouvernement accordait pour chaque personne en formation une subvention de 150 yuans en 2004, de 160 yuans en 2005, de 190 yuans en 2006 et de 300 yuans en 2007.

11. Nansheng Bai et Hongyuan Song, *Huixiang haishi jincheng* (Enquête sur le retour des travailleurs migrants à la campagne : « Retourner à la campagne ou entrer dans la ville ? »), Pékin, China Financial and Economic Publishing House, 2002.

12. Par exemple une taxe de résidence temporaire (*zan zhu fei*), une taxe de gestion des migrants (*liudong renkou guanli fei*), et une taxe de service pour les travailleurs migrants (*wailai wu gongren yuan wufu fei*).

13. Voir la Fondation pour la recherche sur le développement de la Chine et le Programme de développement des Nations Unies, *China Human Development Report 2005*, <http://www.undp.org.cn/modules.php?op=modload&name=News&file=article&catid=18&topic=8&sid=242&mode=thread&order=0&thold=0>.

Amélioration de l'accès des migrants aux services publics

Pour encourager les travailleurs surnuméraires des zones rurales à quitter les campagnes, les gouvernements locaux ont commencé à leur offrir des prestations gratuites : aide à la recherche d'emploi, accès à l'information, et services de conseil. En 2006, le Conseil des affaires de l'État a créé un Comité mixte afin de coordonner les différents ministères concernés par les migrations rurales. Chaque canton a ouvert un bureau pour les travailleurs sur le point de quitter leur village : ils peuvent y trouver des réponses à leurs questions sur l'emploi et la protection de leurs droits. Les gouvernements des villes doivent également prendre en charge la scolarisation des enfants de migrants. Certaines villes ont supprimé la taxe scolaire supplémentaire jusqu'alors imposée aux enfants de migrants, d'autres ont commencé à leur ouvrir toutes les écoles publiques ou à offrir des subventions aux écoles les admettant. Des bureaux d'aide juridique ont, en outre, été créés avec le soutien financier des gouvernements des villes et des cantons, pour aider les migrants économiquement défavorisés.

Nouvelle loi sur les contrats de travail

Après de longs débats, la nouvelle loi a été adoptée en juin 2007 par le Congrès national du peuple, et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. La loi comprend des articles spécifiques sur la protection des droits des employés et le paiement des salaires. Elle doit bénéficier aux employés urbains, en particulier ceux ayant des emplois temporaires ou des contrats de travail de courte durée, comme c'est souvent le cas des travailleurs migrants. Elle vise notamment à améliorer l'accès à l'emploi et le paiement des salaires, et devrait entraîner une augmentation des coûts du travail pour les patrons et les entreprises. À cause de la crise financière, cette loi n'a pas été appliquée strictement pendant plusieurs mois après sa promulgation. On ne sait donc pas encore si elle a effectivement entraîné une augmentation des salaires et une baisse de la demande de main-d'œuvre en Chine urbaine.

Les caractéristiques principales de la migration

Évolution des effectifs de la population migrante d'origine rurale

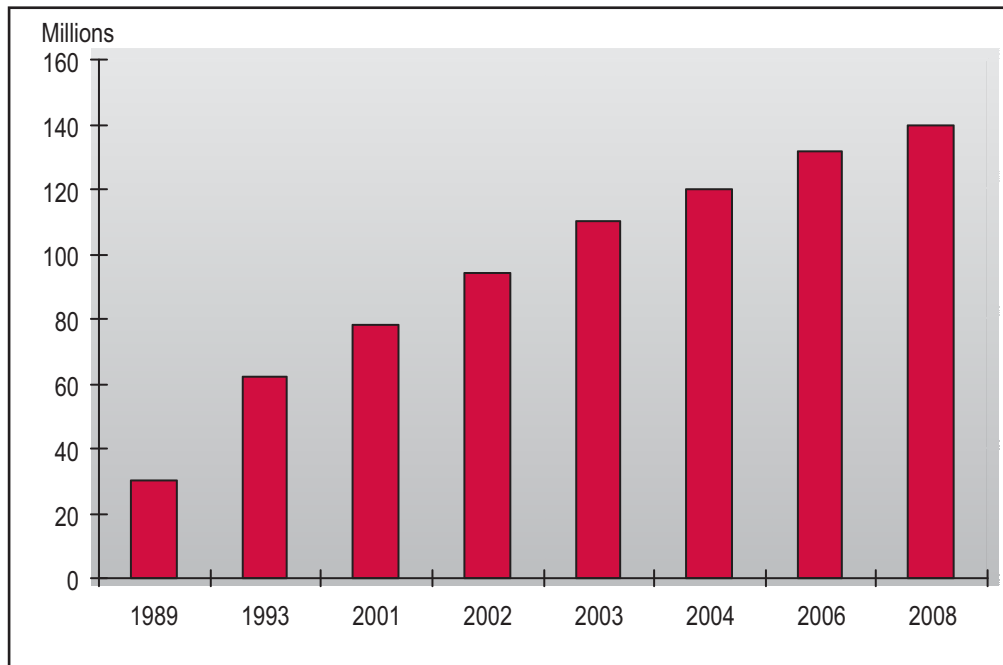
Le nombre de travailleurs migrants d'origine rurale a augmenté avec le relâchement progressif des restrictions admi-

nistratives à la mobilité du travail en Chine urbaine. Les entraves politiques à la migration du travail ont en effet conditionné les effectifs de la population migrante. À la fin des années 1970, la population rurale n'avait pas le droit de se déplacer vers les villes, et il lui était difficile de survivre en zone urbaine si elle prenait le risque de s'y rendre. Comme toutes les opportunités d'emplois étaient contrôlées par les bureaux du travail des villes, les emplois urbains n'étaient assignés qu'aux personnes titulaires d'un *hukou* urbain. Il était donc impossible pour un migrant rural de trouver un emploi en ville. Le système de rationnement de la nourriture dressait une barrière supplémentaire, puisque seuls les ménages urbains pouvaient bénéficier des coupons alimentaires. Le nombre de travailleurs migrants d'origine rurale était donc estimé à moins de 2 millions à la fin des années 1970, soit moins de 1 % de l'ensemble de la force de travail rurale.

À la fin des années 1980, avec la suppression des coupons alimentaires dans les zones urbaines, leur nombre a atteint 30 millions. Au même moment, les entreprises privées et le secteur informel furent autorisés à se développer, augmentant la demande de main-d'œuvre migrante. La plupart des emplois dans le secteur informel étaient considérés comme sales, épuisants, dangereux et honteux, et rebutaient la population urbaine. Le nombre de travailleurs migrants a rapidement augmenté au début des années 1990 : le graphique 1 montre qu'il a doublé entre 1989 et 1993. On estime qu'en 1993, la migration interne était interprovinciale pour environ un tiers et intra-provinciale pour les deux autres tiers⁽¹⁴⁾. Deux facteurs principaux ont joué le rôle de force d'attraction et de répulsion pour les travailleurs ruraux candidats à la migration. Tout d'abord, après le discours de Deng Xiaoping lors de son voyage dans le sud au printemps 1992, l'économie chinoise s'est ouverte sur le marché mondial. Les capitaux étrangers sont alors entrés en Chine plus rapidement et ont entraîné une augmentation de la demande de travailleurs migrants. Le deuxième facteur fut une croissance économique rapide, tirée par le développement du secteur privé et du travail indépendant dans les zones urbaines. La majorité des employés des entreprises privées et la plupart des entrepreneurs individuels furent des migrants d'origine rurale, car les emplois dans ces secteurs n'étaient pas attractifs pour les résidents urbains.

Cependant, le chômage lié à la restructuration des entreprises d'État est devenu un problème majeur dans les zones urbaines au milieu des années 1990. À la fin de la décen-

14. Project Team of Research Office, State Council, *Research report of rural migrant workers in China*, China Yanshi Press, 2006.

Graphique 1. Nombre de travailleurs migrants d'origine rurale en Chine selon les années

Source : Les données de 1989 à 2006 proviennent de Shi Li, 2008, « Rural Migrant Workers in China : Scenario, Challenges and Public Policy », Working Paper n°89, Département de l'intégration des politiques et statistiques, Bureau International du Travail, Genève. Les données 2008 sont issues du Bureau National des Statistiques (« Le nombre total de travailleurs ruraux non-agricoles a atteint 225 millions à la fin 2008 », 2009, http://www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20090325_402547406.htm).

nie, les gouvernements des villes ont dû prendre des mesures plus restrictives pour réduire le nombre croissant de travailleurs migrants, et limiter ainsi la pression sur le chômage urbain. Les bureaux du travail municipaux ont instauré un système de quotas pour l'emploi des migrants⁽¹⁵⁾. Une entreprise employant des travailleurs migrants au-delà des quotas imposés était sanctionnée et devait payer une amende. Les gouvernements des villes ont également augmenté les coûts de déplacement pour les travailleurs migrants, en imposant des taxes à la fois aux migrants et à leurs employeurs. Du fait de ces restrictions, le nombre de migrants n'augmenta pas de manière significative à la fin des années 1990.

Les travailleurs migrants sont devenus plus nombreux lorsque la Chine est entrée dans le nouveau millénaire. Selon le Bureau national des statistiques, on comptait environ 140 millions de travailleurs migrants d'origine rurale en 2008⁽¹⁶⁾. Par ailleurs, le nombre total de migrants d'origine rurale est plus important que celui des travailleurs migrants, puisque les travailleurs se déplacent souvent avec leur famille.

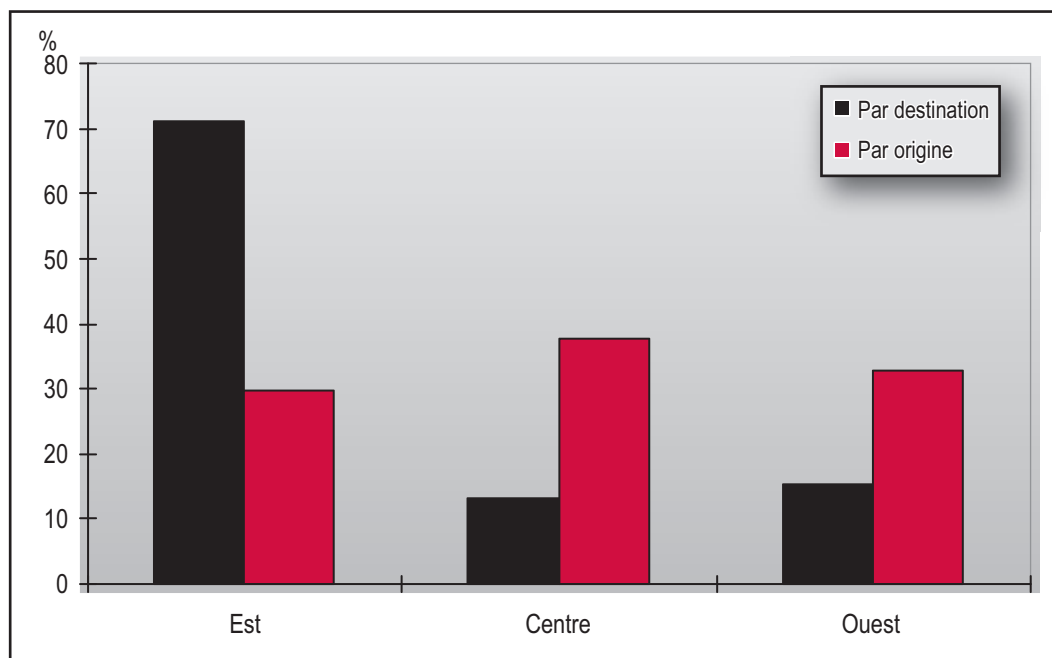
Répartition des migrants selon les régions et les secteurs d'activité

La Chine est caractérisée par de très grandes disparités régionales, ainsi que par de forts écarts de revenus entre les zones rurales et urbaines. Les régions de l'est sont plus développées et présentent les plus hauts revenus par habitant, alors que l'ouest est le moins développé en termes économiques et sociaux. Cet écart entraîne une forte mobilité du travail entre les régions. Il convient donc d'analyser la logique régionale de la migration rurale en étudiant la proportion de travailleurs migrants originaires de chacune des trois régions, et celle des travailleurs se déplaçant vers chacune d'entre elles. Le graphique 2 présente la répartition géographique des travailleurs migrants d'origine rurale, en fonction de leur région d'origine et de leur destination. En 2008,

15. N. Bai et H. Song, *Huixiang haishi jincheng*, op. cit.

16. Bureau national des statistiques, « Le nombre total de travailleurs ruraux non-agricoles a atteint 225 millions à la fin 2008 », 2009, http://www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20090325_402547406.htm.

Graphique 2. Répartition régionale des migrants d'origine rurale en fonction de leur origine et de leur destination, 2008



Source : Bureau National des Statistiques, « Le nombre total de travailleurs ruraux non-agricoles a atteint 225 millions à la fin 2008 », 2009, http://www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20090325_402547406.htm.

38 % des travailleurs migrants d'origine rurale venaient du centre du pays, et près de 33 % de l'ouest. Mais même dans les régions économiquement plus développées de l'est du pays, de nombreux travailleurs ruraux ont migré vers les villes pour trouver du travail. La forte disparité de revenus entre les zones urbaines et les campagnes fait de la migration rurale un phénomène national dans la Chine contemporaine.

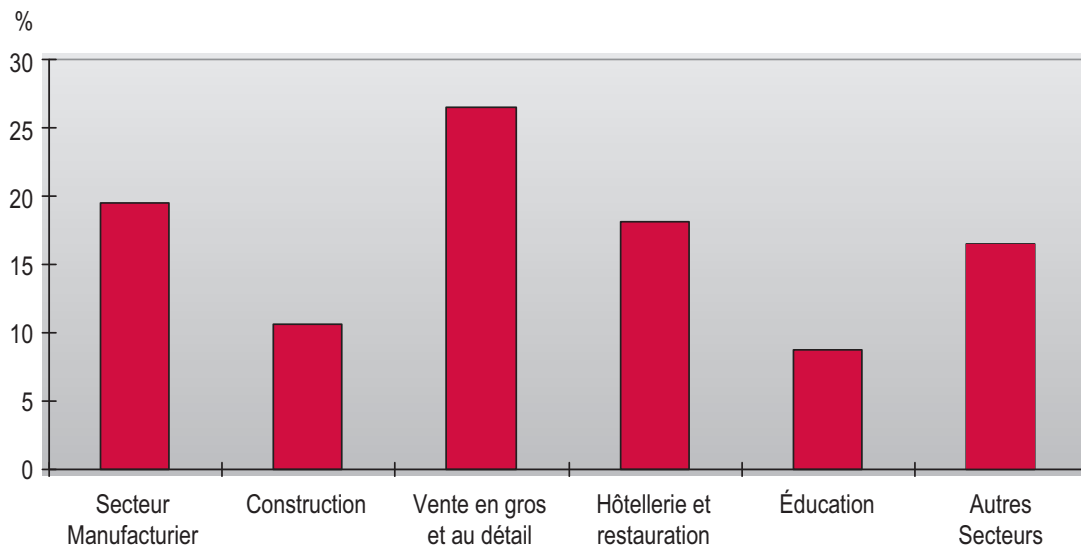
Après avoir étudié l'origine des travailleurs migrants d'origine rurale, il est utile d'examiner leur destination. Le graphique 2 montre également la répartition des migrants en fonction de leur région d'arrivée. En 2008, l'est du pays accueillait plus de 70 % des travailleurs migrants d'origine rurale. Dans cette région, le Guangdong est la destination privilégiée des migrants : 30 millions d'entre eux y sont employés. Grâce à sa situation géographique et à sa croissance économique, le Guangdong est logiquement devenu la principale destination des migrants. En 2008, le PIB par habitant de cette province était supérieur de 66 % à la moyenne nationale⁽¹⁷⁾, et la province absorbait plus d'un cinquième des investissements étrangers en capitaux fixes réalisés dans le pays⁽¹⁸⁾.

En ce qui concerne les secteurs d'activité, les secteurs manufacturier et de la construction emploient de nombreux travailleurs migrants. Les statistiques du recensement de 2000 indiquent que 68 % des emplois du secteur manufacturier et 80 % dans la construction sont occupés par des travailleurs migrants d'origine rurale⁽¹⁹⁾. En 2000, les migrants représentaient 52 % du nombre total d'employés dans le secteur des services, et il semble que ce pourcentage ait augmenté depuis. Le graphique 3 présente des données supplémentaires issues des statistiques de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines de 2007. Cette année-là, près de 75 % des travailleurs migrants étaient employés dans quatre secteurs : l'industrie, la construction, les hôtels et restaurants, et le commerce. Le secteur industriel est étroitement lié aux exportations, et concentre une grande partie des entreprises privées et à capitaux étrangers. Entre 1998 et 2007, le nombre d'entreprises privées industrielles est passé de

17. Bureau national des statistiques, *China Statistical Yearbook 2009*, Pékin, China Statistical Press, p. 57 et 66.

18. *Ibid.*, p. 192.

19. Project Team of Research Office, State Council, *Research report on rural migrant workers in China*, op. cit., p. 7.

Graphique 3. Répartition des travailleurs migrants d'origine rurale par secteur d'activité, 2007

Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

10 667 à 177 080, soit une augmentation annuelle de 36,6 % et une hausse de la valeur ajoutée de plus de 50 % à prix constants⁽²⁰⁾. En même temps, le nombre d'entreprises industrielles fondées par des capitaux étrangers (y compris des fonds de Hong Kong, Macao et Taiwan) a augmenté de 115 %, passant de 26 442 en 1998 à 67 456 en 2007⁽²¹⁾. Contrairement aux entreprises d'État, les entreprises privées et étrangères ont bénéficié dès le début d'une plus grande autonomie dans l'embauche de travailleurs migrants d'origine rurale. Pour ces entreprises, les migrants représentent une main-d'œuvre bon marché puisqu'ils touchent des salaires très modestes, et ne bénéficient pas de la sécurité sociale. Le bâtiment est en croissance rapide en Chine⁽²²⁾ mais la plupart des emplois dans ce secteur sont difficiles, dangereux et rudes, et ils n'attirent donc pas les résidents urbains locaux. Le nombre de travailleurs dans les entreprises d'État appartenant au secteur du bâtiment a ainsi diminué de 45 % entre 1996 et 2007, alors qu'il a fortement augmenté dans les entreprises privées de ce secteur, passant de moins d'un million à 23,3 millions sur la même période. Les statistiques de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines indiquent que près de 81 % des travailleurs migrants étaient employés dans des entreprises privées, ou étaient travailleurs indépendants en 2007.

L'enquête sur les migrations rurales-urbaines de 2007 révèle également que la majorité des travailleurs migrants occupe des emplois bas de gamme. Le graphique 4 montre que la proportion de travailleurs migrants employés comme ou-

vriers, dans les services, propriétaires d'entreprises privées ou travailleurs indépendants atteignait 93 % en 2007, alors qu'une faible proportion de travailleurs migrants était employée comme cadres, techniciens ou cols blancs. Cela est en partie dû à une discrimination contre les travailleurs migrants sur le marché du travail urbain et en partie à leur faible niveau d'éducation⁽²³⁾.

Démographie des travailleurs migrants d'origine rurale

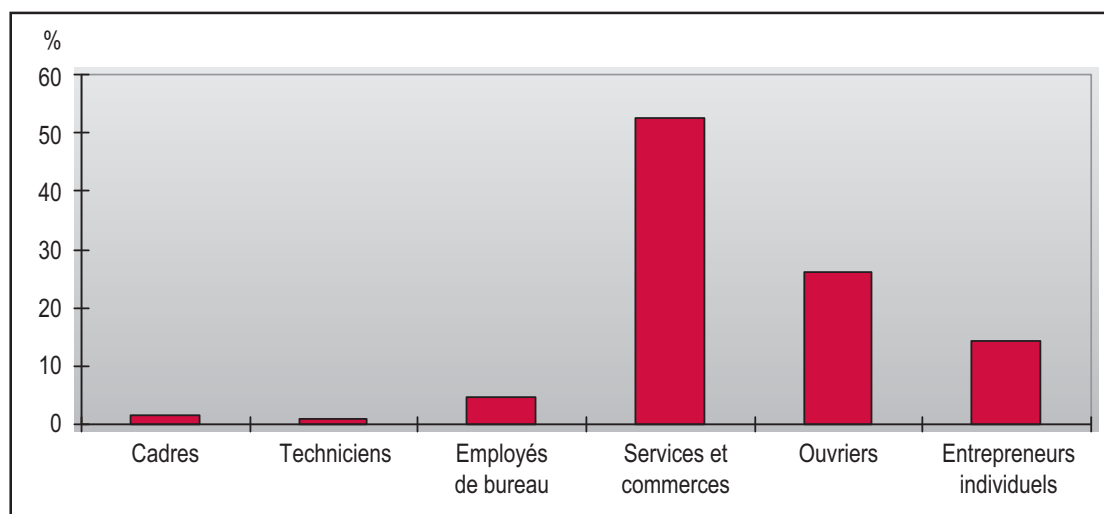
Quelles sont les caractéristiques des travailleurs migrants d'origine rurale ? Ont-elles évolué en même temps que la demande sur le marché du travail ? Pour répondre à ces questions, il convient d'examiner la distribution des migrants par âge, par sexe et par niveau d'éducation. Il est évident que les travailleurs migrants sont jeunes : en 2007, 37 % d'entre eux avaient moins de 26 ans et moins de 10 % plus de 45 ans, comme le montre le graphique 5. À titre de com-

20. Bureau national des statistiques, *China Statistical Yearbook 2008*, Pékin, China Statistical Press, 2008, p. 536.

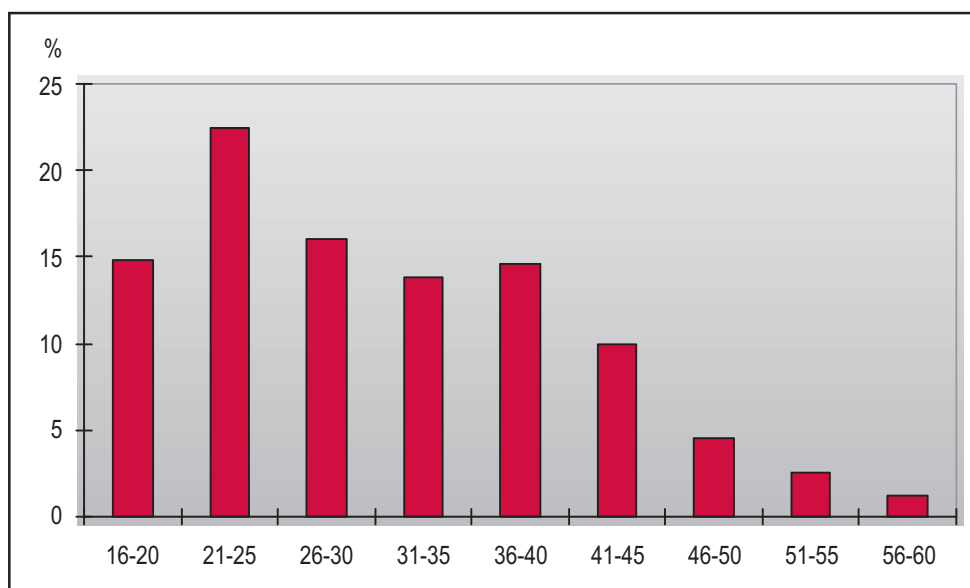
21. *Ibid.*, p. 546.

22. Le nombre d'emplois dans les entreprises de construction est passé de 9,12 millions en 1985 à 31,3 millions en 2007 (voir Bureau national des statistiques, *China Statistical Yearbook 2008*, op. cit., p. 579).

23. Voir Sylvie Démurger *et al.*, « Migrants as second-class workers in urban China ? A decomposition analysis », *Journal of Comparative Economics*, vol. 37, n° 4, 2009, p. 610-628.

Graphique 4. Répartition des travailleurs migrants d'origine rurale en fonction de leur emploi, 2007

Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

Graphique 5. Age des travailleurs migrants d'origine rurale, 2007

Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

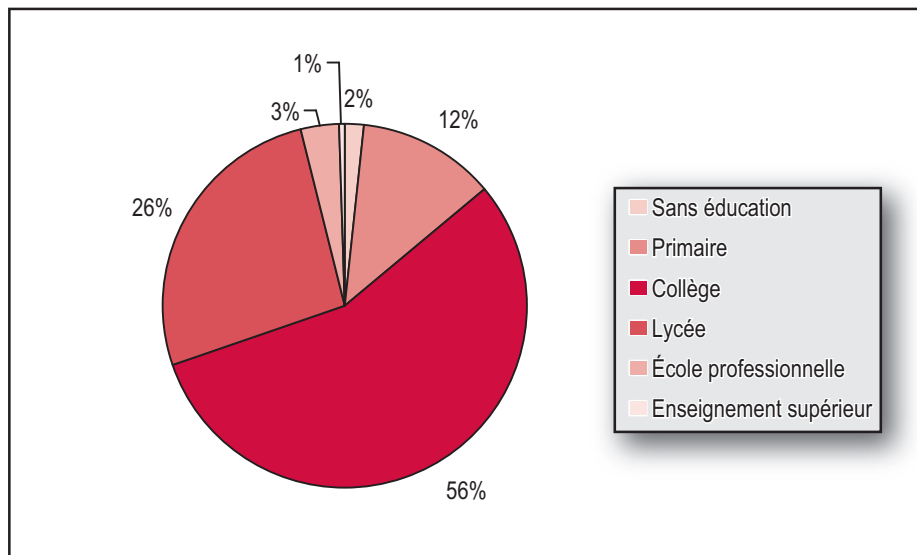
paraison, une enquête sur un échantillon représentant 1 % de la population en 2005 montrait qu'au sein de la population des 15-59 ans, 22 % étaient âgés de 15 à 24 ans et 40 % avaient plus de 40 ans⁽²⁴⁾.

Près de deux tiers des travailleurs migrants d'origine rurale sont des hommes. On pourrait penser qu'il s'agit du résultat

d'une discrimination contre les femmes sur le marché du travail urbain. C'est effectivement une explication, mais ce n'est pas la principale. La moindre propension des femmes

24. Bureau national des statistiques, *China Statistical Yearbook 2006*, Pékin, China Statistical Press, p. 104.

Graphique 6. Répartition des travailleurs migrants d'origine rurale en fonction de leur niveau d'éducation, 2007



Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

à migrer est en fait fortement liée à la division du travail au sein des ménages, qui reste très influencée par les valeurs chinoises traditionnelles. Aujourd'hui encore, les femmes chinoises assument une plus grande part des tâches ménagères, et s'occupent des enfants et des parents âgés. Lors d'une enquête de terrain dans deux cantons du Sichuan, l'auteur a demandé à des femmes migrantes revenues au village pourquoi elles étaient rentrées au lieu de rester en ville avec leur mari. La réponse la plus fréquente fut : « pour s'occuper des enfants et des parents malades ». Les enfants de migrants accèdent difficilement à l'école publique en zone urbaine, la majorité d'entre eux reste donc au village pour être scolarisés. On estime que deux tiers des enfants de familles migrantes restent à la campagne. Les obligations familiales sont donc le principal obstacle à la migration des femmes d'origine rurale. Par conséquent, si les enfants de migrants avaient un meilleur accès aux écoles publiques urbaines, la proportion de femmes dans la population migrante augmenterait.

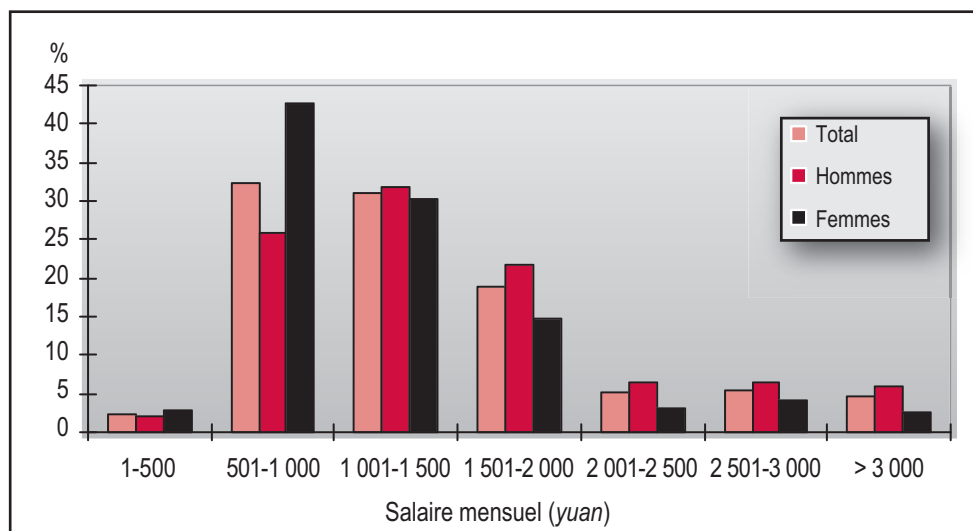
Une autre caractéristique des travailleurs migrants d'origine rurale est leur faible niveau d'éducation. Les données de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines indiquent qu'en 2007, 56 % d'entre eux avaient terminé le collège et 14 % avaient un niveau d'éducation d'école primaire ou inférieur. Cela signifie que 70 % des travailleurs migrants ne sont pas

allés au-delà des neuf années d'enseignement obligatoire. En Chine rurale, le taux de scolarisation au lycée reste bas bien qu'il soit en légère progression. Le faible niveau d'éducation des travailleurs migrants d'origine rurale implique qu'ils entrent sur le marché du travail comme ouvriers non qualifiés et qu'ils ont besoin d'une formation professionnelle.

Défis et difficultés rencontrés par les travailleurs migrants d'origine rurale

Bien que le gouvernement chinois ait récemment consenti de gros efforts pour améliorer l'environnement social et économique des travailleurs migrants d'origine rurale, ceux-ci sont toujours confrontés à de nombreuses difficultés. À cause du *hukou*, les travailleurs migrants d'origine rurale sont discriminés sur le marché du travail urbain et considérés comme « des citoyens de second rang » dans la société urbaine⁽²⁵⁾. De plus, les politiques du gouvernement visant à supprimer la discrimination contre les travailleurs migrants et à garantir l'égalité de l'accès aux services publics dans les zones urbaines sont difficilement applicables.

25. Voir S. Démurger *et al.*, « Migrants as second-class workers in urban China? A decomposition analysis », *art. cit.*

Graphique 7. Salaires mensuels des travailleurs migrants d'origine rurale, 2007

Source : Enquête sur les Migrations Rurales-Urbaines (RUMS), 2007.

Niveau et croissance des salaires

Les travailleurs migrants d'origine rurale sont tout d'abord confrontés à la faiblesse de leurs revenus. Une très nombreuse main-d'œuvre rurale excédentaire arrive dans les villes, et le marché du travail pour les ouvriers peu qualifiés est majoritairement constitué de travailleurs migrants d'origine rurale. La recherche d'emploi est donc très difficile. De la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990, les salaires sont restés très bas, permettant tout juste d'assurer la subsistance des travailleurs. Plusieurs enquêtes démontrent que le salaire moyen nominal des migrants n'a pas augmenté dans le delta de la rivière des Perles jusqu'à la fin des années 1990, ce qui signifie que le salaire réel a considérablement baissé sur cette période⁽²⁶⁾. En 2002, le salaire mensuel moyen des travailleurs migrants n'était que de 100 dollars américains soit 58 % du salaire mensuel moyen des travailleurs urbains. Pour compenser la diminution du salaire réel, les travailleurs migrants d'origine rurale ont dû augmenter leur temps de travail, ce qui réduit mécaniquement leur salaire horaire. Une enquête menée dans les provinces du Henan, du Hunan et du Sichuan a révélé que le salaire horaire des travailleurs migrants représentait environ un quart de celui des travailleurs urbains locaux⁽²⁷⁾.

Les revenus sont également très inégaux entre les travailleurs migrants d'origine rurale : une grande proportion d'entre eux

perçoit donc des salaires encore plus faibles. Certains migrants gagnent l'équivalent du salaire minimum officiel, fixé à un niveau particulièrement bas dans certaines villes⁽²⁸⁾. Les données de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines indiquent qu'en 2007, environ 35 % des travailleurs migrants gagnaient moins de 150 dollars par mois, 31 % percevaient entre 150 et 225 dollars mensuels, et seulement 15 % touchaient plus de 300 dollars par mois (graphique 7). Heureusement, le niveau de revenus des travailleurs migrants d'origine rurale a considérablement augmenté ces trois dernières années, du fait notamment de la pénurie de main-d'œuvre non qualifiée dans les régions côtières. Les statistiques de la RMS-NBS montrent que le salaire moyen des travailleurs migrants a augmenté de 10 % en 2006 et de 16 % en 2008⁽²⁹⁾. Il reste néanmoins très inférieur à celui des travailleurs urbains locaux. Les données de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines indiquent par exemple que le salaire mensuel moyen des travailleurs migrants d'origine rurale ne représente que 54 % de celui des travailleurs urbains

26. Project Team of Research Office, State Council, *Research report on rural migrant workers in China*, op. cit.

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. Bureau national des statistiques, *Continuing rise of rural out-migrant workers in 2006*, Rapport interne, février 2007 ; Bureau national des statistiques, « Le nombre total de travailleur ruraux non-agricoles a atteint 225 millions à la fin 2008 », 2009, http://www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20090325_402547406.htm.

locaux, et leur salaire horaire n'atteint que 39 % de celui des urbains⁽³⁰⁾.

L'insécurité de l'emploi : chômage et mobilité

Les travailleurs migrants ont un taux de chômage relativement faible, notamment parce que leurs revenus très bas ne leur permettent pas de supporter de longues périodes d'inactivité dans les zones urbaines. Selon les données de l'enquête du projet sur le revenu des ménages en Chine, le taux de chômage des migrants d'origine rurale était inférieur à 3 % en 2002, alors qu'il atteignait 10 % chez les travailleurs urbains locaux⁽³¹⁾. Mais pour les migrants, un faible taux de chômage n'est pas synonyme de stabilité : leur mobilité professionnelle est bien plus élevée que celle des travailleurs urbains locaux⁽³²⁾. Les mêmes données montrent qu'en 2002 près de 98 % des travailleurs migrants d'origine rurale avaient changé d'emploi depuis leur arrivée en ville, les deux tiers l'ayant fait plus de deux fois. La forte mobilité des travailleurs migrants d'origine rurale est en partie due à leur concentration sur le marché du travail non qualifié où la concurrence est très forte, et en partie à leur manque d'information sur la nature des emplois. D'une certaine manière, leurs premiers postes servent de tests. Lorsque l'on demandait aux travailleurs migrants dans l'enquête de 2002 pourquoi ils avaient quitté leur emploi précédent, 41 % répondaient que c'était à cause des salaires trop bas, 15 % à cause de l'instabilité de leur emploi et 8 % à cause des mauvaises conditions de travail.

L'insécurité du travail se manifeste aussi par la faible proportion de travailleurs migrants ayant signé des contrats avec leur employeur. En 2004, 79 % des travailleurs migrants n'avaient pas signé de contrat de travail⁽³³⁾.

Les conditions de travail

La majorité des travailleurs migrants travaille davantage d'heures par jour et de jours par semaine que les travailleurs urbains locaux. Les données de l'enquête du projet sur le revenu des ménages en Chine montrent qu'en 2002, plus de 80 % des travailleurs migrants d'origine rurale travaillaient sept jours par semaine et seulement 7 % travaillaient cinq jours conformément au nombre de jours de travail autorisés pour les urbains locaux. Les mêmes statistiques montrent qu'un tiers des migrants travaillait entre neuf et dix heures par jour, près d'un quart entre 11 et 12 heures, et 12 % travaillaient plus de 12 heures. Moins de 30 % des migrants

avaient un nombre d'heures de travail égal ou inférieur aux huit heures légales par jour.

La sécurité sociale

Les travailleurs urbains locaux dans le secteur officiel ont droit à certaines prestations sociales, telles que la retraite, l'assurance chômage, l'assurance médicale et l'aide publique au logement. Les travailleurs migrants d'origine rurale jouissent-ils des mêmes bénéfices ? Selon une enquête menée en 2005 par le ministère de l'Agriculture, seuls 13 % des travailleurs migrants d'origine rurale étaient couverts par une assurance contre les accidents du travail, 10 % bénéficiaient d'une assurance médicale et 15 % d'un plan épargne retraite⁽³⁴⁾. Les données de l'enquête du projet sur le revenu des ménages en Chine de 2002 et de l'enquête sur les migrations rurales-urbaines de 2007 apportent également quelques réponses à cette question. Les statistiques démontrent qu'en 2002, seuls 5 % des travailleurs migrants bénéficiaient d'un plan épargne retraite, moins de 2 % avaient une assurance chômage, et 3 % étaient couverts par une assurance médicale en ville. En 2007, ces chiffres atteignaient respectivement 18 %, 11 % et 10 %. Sans surprise, il existe un très fort contraste entre les droits à la sécurité sociale des travailleurs migrants d'origine rurale et ceux des travailleurs urbains. Comme le montre l'enquête sur les migrations rurales-urbaines de 2007, les chiffres correspondants pour les travailleurs urbains locaux sont de 60,1 %, 36,8 % et 58,7 %.

Le manque de protection sociale pour les travailleurs migrants d'origine rurale est la conséquence d'une discrimination mais aussi d'une organisation institutionnelle inappropriée, qui n'impose pas aux employeurs de fournir une sécurité sociale aux travailleurs migrants, et n'incite pas les travailleurs migrants à souscrire d'eux-mêmes aux programmes existants.

30. Quheng Deng et Shi Li, « Wage Structure and Inequality of Local and Migrant workers in urban China », in X. Meng et C. Manning, *The Great Migration*, Cheltenham Glos (UK), Edward Elgar, 2010.
31. Shi Li et Quheng Deng, « Re-estimating unemployment rates in urban China », *Jingjixue Dongtai*, 2004.
32. John Knight et Linda Yueh, « Job Mobility of Residents and Migrants in Urban China », in S. Li et H. Sato, *Unemployment, Inequality and Poverty in Urban China*, Londres/New York, Routledge, 2006.
33. Une enquête menée en 2004 dans 40 villes par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale constate une proportion encore plus faible de travailleurs migrants ayant signé un contrat de travail : 12,5 % seulement (voir Project Team of Research Office, State Council, *Research report on rural migrant workers in China*, op. cit., p. 13).
34. *Ibid.*

Conclusion

Cet article décrit la situation actuelle de la migration rurale en Chine, et analyse, à partir de statistiques récentes, un certain nombre d'enjeux et de difficultés rencontrés par les travailleurs migrants d'origine rurale, ainsi que les défis auxquels est confronté le gouvernement chinois. Les travailleurs migrants sont plus jeunes que les travailleurs urbains locaux, les hommes sont majoritaires, et ils ont en général un faible niveau d'éducation. Ils viennent de toutes les régions et provinces, attirés par les salaires plus élevés des zones urbaines, ou repoussés par l'excédent de main-d'œuvre des zones rurales. Bien que leur salaire moyen dans les villes soit bien plus élevé que leurs revenus du travail de la terre, la plupart perçoivent des rémunérations inférieures ou proches du salaire minimum urbain. La majorité des travailleurs migrants est confrontée à l'insécurité en termes d'emploi, de revenu, de protection sociale, etc. Comparés aux travailleurs urbains locaux, les migrants ont des revenus plus faibles, et un taux de rémunération horaire encore plus bas, une couverture sociale bien plus réduite, et un moindre accès aux services publics en Chine urbaine. Les débuts de la crise financière de 2008 ont très sévèrement affecté les travailleurs migrants. Leurs opportunités d'emplois ont en revanche rapidement redémarré après le déclenchement du plan de relance du

gouvernement chinois. Les travailleurs migrants sont donc les plus vulnérables sur le marché du travail en cas de chocs externes.

Ces problèmes représentent également d'importants défis pour les autorités chinoises. Les politiques du gouvernement ont radicalement changé ces dernières années, abandonnant leur caractère préventif et dissuasif pour devenir plus favorables et encourageantes. La situation quotidienne des travailleurs migrants s'est lentement améliorée. Mais il faudra encore du temps pour que le gouvernement chinois change totalement la situation et offre aux migrants les mêmes opportunités et droits qu'aux populations urbaines locales, en termes d'emploi, de salaire, de conditions de travail, de sécurité sociale, d'accès au logement et de droits politiques. •

• Traduit par Séverine Bardon

Glossaire

hukou	戶口
li tu bu li xiang	離土不離鄉
liu dong ren kou guan li fei	流動人口管理費
wai lai wu gong ren yuan wu fu fei	外來務工人員務付費
zan zhu fei	暫住費
zan zhu zheng	暫住証